

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

---











**Marché de Maitrise d'œuvre relatif aux travaux de  
transformation des logements en bureaux - Bâtiment  
2 - IUT de Sceaux**

---

N° du CCAP : 2024-A147

**Université Paris-Saclay**  
3 rue Joliot Curie  
91190 Gif Sur Yvette

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Marché de Maitrise d'œuvre relatif aux travaux de transformation des logements en bureaux - Bâtiment 2 - IUT de Sceaux
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	2 ans
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Intervenants .....	6
3.1 - Conduite d'opération.....	6
3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	6
3.3 - Contrôle technique.....	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
3.5 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants.....	6
3.6 - Cotraitance .....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Protection des données à caractère personnel .....	6
6 - Missions .....	7
7 - Durée et délais d'exécution.....	7
7.1 - Date prévisionnelle de début des prestations.....	7
7.2 - Durée prévisionnelle du marché .....	7
8- Prix.....	7
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
8.3 - Modalités de variation des prix.....	8
Identifiant Numéro : 001711010.....	8
9 - Garanties Financières.....	8
10 - Avance.....	8
11 - Modalités de règlement des comptes.....	9
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
11.2 - Présentation des demandes de paiement .....	9
11.3 - Délai global de paiement .....	10
11.4 - Paiement des cotraitants.....	10
11.5 - Paiement des sous-traitants .....	10
12 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
12.1 - Présentation des livrables.....	11
12.2 - Organisation des réunions de chantier .....	13
12.3 - Emission des ordres de services.....	13
12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs.....	13
12.5 - Instruction des mémoires en réclamation .....	14
12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	14
12.7 - Achèvement de la mission .....	14
12.8 - Contrôle des travaux avant les opérations préalables à la réception .....	14
13 - Développement durable.....	14
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	14
15 - Pénalités .....	15
15.1 - Pénalités de retard .....	15
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	15
15.3 - Autres pénalités spécifiques.....	15
16 - Assurances.....	16
17 - Résiliation du marché.....	16
17.1 - Conditions de résiliation .....	16

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	16
18 - Règlement des litiges et langues .....	17
19 - Clauses complémentaires .....	17
19.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	17
20 - Dérogations .....	17

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Marché de Maitrise d'œuvre relatif aux travaux de transformation des logements en bureaux - Bâtiment 2 - IUT de Sceaux

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le programme suivant :

L'IUT de Sceaux souhaite créer de nouvelles salles de cours en lieu et place de bureaux au sein du bâtiment principal. Par ailleurs, les deux logements duplex du bâtiment 2 sont actuellement inoccupés et inexploités. Ils seront donc transformés en espaces administratifs et de détente pour le personnel administratif et enseignants. Ces travaux de transformation des logements font l'objet de la présente opération.

Pour rappel, le site de l'IUT de Sceaux est constitué de locaux d'enseignement, de recherche, d'activité tertiaire et de logements.

Les travaux devront intégrer la bonne continuité de toutes ces activités. Un pilotage et un ordonnancement des travaux devront être réfléchis en conséquence.

Lieu(x) d'exécution :  
Université Paris-Saclay - IUT de SCEAUX  
8 avenue Cauchy  
92330 Sceaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo études) :
- Le programme de l'opération
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point

- Le Cadre de mémoire technique (CMT) du titulaire

### 3 - Intervenants

#### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

#### 3.2 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

Le coordonnateur des systèmes de sécurité incendie sera précisé ultérieurement.

#### 3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

#### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

#### 3.5 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

#### 3.6 - Cotraitance

Toutefois, en cas de groupement conjoint le mandataire sera solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire sera obligatoirement solidaire de l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

### 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément article 5.3 du CCAG-MOE.

En matière de sécurité, le titulaire est tenu de respecter les dispositions législatives ou réglementaires suivantes :

Une attention toute particulière est portée au maître d'œuvre sur la confidentialité des locaux de recherche et la charte Abyla notamment.

### 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 6 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission de base :

Mission(s)	Désignation
DIAG	Etudes de diagnostic
AVP	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet, finalisation du DCE et élaboration des dossiers d'Autorisations de Travaux
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Autres éléments de mission :

Mission(s)	Désignation
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination

Les missions DIAG et AVP seront menées et rendues simultanément par le Maître d'œuvre.

La rédaction des dossiers d'autorisations de travaux s'effectuera concomitamment à l'élaboration du dossier projet par le Maître d'œuvre

## 7 - Durée et délais d'exécution

### 7.1 - Date prévisionnelle de début des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est mi-avril 2025.

### 7.2 - Durée prévisionnelle du marché

L'exécution prévisionnelle des prestations aura lieu du 15/04/2025 au 15/04/2027 ou 2 ans à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure (y compris année de parfait achèvement). La durée prévisionnelle des travaux est de 4 mois (dont 1 mois de préparation).

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

## 8- Prix

### 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix ferme global forfaitaire et définitif selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 8.3 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire soit Mars 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule	Prix concernés
$C_n = 0.0\% + 100.0\% (ING (d-3) / ING (o))$	DPGF

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d) : dernier indice connu (provisoire ou définitif) à la date de début d'exécution des prestations.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
ING	« Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 » Identifiant Numéro : 001711010

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

## 9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 10 - Avance

Aucune avance ne sera versée.



## 11 - Modalités de règlement des comptes

### 11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
DIAG	A la remise du dossier	50.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	50.0
AVP	A la remise du dossier	50.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	50.0
PRO et AT	A la remise du dossier PRO	40.0
	A la remise du dossier d'autorisation de travaux	30.0
	A la remise du Dossier de Consultation des Entreprises	20.0
	A l'approbation du Dossier de Consultation des Entreprises par le maître d'ouvrage	10.0
ACT	A la remise du rapport d'analyse des offres	50.0
	A l'approbation du rapport par le maître d'ouvrage	50.0
VISA	A l'avancement du chantier au prorata des travaux	100.0
DET	A l'avancement du chantier au prorata des travaux	100.0
AOR	A la remise des PV de réception (au prorata des lots)	50.0
	A la remise des PV de levée des réserves (au prorata des lots)	20.0
	A la remise des DOE des entreprises	20.0
	A l'issue de la période de parfait achèvement	10.0

OPC	Au prorata de l'avancement de l'opération (phase étude et phase travaux)
-----	--

### 11.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : [service.facturier@universite-paris-saclay.fr](mailto:service.facturier@universite-paris-saclay.fr)

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

**Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou - 91400 Orsay**

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Attention, le montant de la variation des prix doit apparaître distinctement du montant de la prestation réalisée.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054
- Code service : Aucun
- Numéro d'engagement juridique : fourni par le/les services prescripteurs après notification

### **11.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **11.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

### **11.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **12 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

## **12.1 - Présentation des livrables**

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de remise	Nombre d'exemplaires
DIAG/AVP	Liste des livrables décrite au CCTP	6 semaines (21 jours calendaires) à compter de la date de notification du marché	1 exemplaire dématérialisé (pdf)
Dossier d'autorisation de travaux	Liste des livrables décrite au CCTP	3 semaines (21 jours calendaires) à compter de la validation de l'AVP par l'Université	Nombre d'exemplaire papier demandé par les services instructeurs + 1 exemplaire dématérialisé (pdf)
PRO/DCE	Liste des livrables décrite au CCTP	4 semaines (21 jours calendaires) à compter de la validation de l'AVP par l'Université	1 exemplaire dématérialisé (pdf)
ACT	Liste des livrables décrite au CCTP	2 semaines (14 jours calendaires) pour l'analyse des offres à compter de la date de leur réception	1 exemplaire dématérialisé (pdf, word et excel)
VISA	Visa des documents d'EXE des entreprises	1 semaine à compter de la transmission d'un document par une entreprise	1 exemplaire dématérialisé (pdf)

		jusqu'à la délivrance du VISA	
Réunion de chantier	CR de réunion de chantier	3 jours ouvrés à compter de la date de la réunion	1 exemplaire dématérialisé (pdf)
Décomptes mensuels	Vérification des projets de décomptes mensuels et établissement des acomptes mensuels	5 jours ouvrés à compter de la transmission du projet de décompte par l'entreprise	1 exemplaire dématérialisé (pdf)
Décompte final	Vérification des projets de décompte finaux et établissement des décomptes finaux	8 jours ouvrés à compter de la transmission du projet de décompte final par l'entreprise	1 exemplaire dématérialisé (pdf)
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	Remise 3 semaines après les OPR des entreprises	1 exemplaire dématérialisé (pdf, word, excel, dwg) + 2 exemplaires papier

La liste des livrables par mission est décrite au CCTP

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédent prise par le maître d'ouvrage.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
DIA	Etudes de diagnostic	2 semaines
AVP	Avant-projet sommaire	3 semaines
DAT	Dossier d'autorisation de travaux	1 semaine
PRO	Etudes de projet	3 semaines
DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

## 12.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : Réunions bimensuelles

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

La fréquence des réunions de chantier pourra être re-définie lors de la phase de planification du projet, en accord entre le MOE et le MOA.

Elle pourra être ajustée en cours de chantier si nécessaire.

## 12.3 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage. Toutefois, le maître d'ouvrage validera au préalable les projets d'ordre de service de travaux supplémentaires.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 10 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 50€.

## 12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation. Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

## Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

### **12.5 - Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

### **12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations dans ces conditions ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

### **12.7 - Achèvement de la mission**

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

### **12.8 - Contrôle des travaux avant les opérations préalables à la réception**

Durant la phase DET, et ce en sus de la prestation complémentaire d'OPC, le maître d'œuvre effectue des contrôles supplémentaires, soutenus et aléatoires des travaux, à raison de 2 par mois, dans les conditions de l'article 3.8 du CCTP.

Avant les opérations préalables à la réception, le maître d'ouvrage pourra missionner un bureau d'étude pour l'accompagner et contrôler la bonne exécution des travaux. Dans le cas où le contrôle révèle des manquements dans l'exécution de la mission susvisée et/ou la non-réalisation des objectifs des travaux, le titulaire du marché de travaux et le maître d'œuvre effectueront, à leur frais et risques, les actions correctives.

## **13 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :  
Cf Critère 3 de sélection des offres

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :  
Cf Critère 3 de sélection des offres

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une concession au profit du pouvoir adjudicateur. Cette concession vaut pour les seuls besoins découlant de

l'objet du marché. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes :

Code livrable	Pénalité
DIA	50 € par jour de retard au-delà des délais indiqués pour la présentation et de rendu des livrables de cette mission
AVP	50 € par jour de retard au-delà des délais indiqués pour la présentation et de rendu des livrables de cette mission
PRO	50 € par jour de retard au-delà des délais indiqués pour la présentation et de rendu des livrables de cette mission
DCE	50 € par jour de retard au-delà des délais indiqués pour la présentation et de rendu des livrables de cette mission
ACT	50 € par jour de retard au-delà des délais indiqués pour la présentation et de rendu des livrables de cette mission
VISA	50 € par jour de retard au-delà des délais indiqués pour la présentation et de rendu des livrables de cette mission
DOE	50 € par jour de retard au-delà des délais indiqués pour la présentation et de rendu des livrables de cette mission

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 50,00 €.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 50,00 €.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 50,00 €.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, l'exonération à l'application des pénalités de retard est ramenée à 500€.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
-----------	------------	---------	------------

Pénalité pour absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	150,00 €	Par absence
Pénalité pour non remise des comptes rendus suite aux réunions de chantier	Journalière	50,00 €	Par jour de retard au-delà des délais indiqués pour la transmission des comptes rendus à l'issue de chaque réunion

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 17 - Résiliation du marché

### 17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.



## 18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Clauses complémentaires

### 19.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## 20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 11.3 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 11.6 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 16.1 du CCAP déroge aux articles 27 à 34 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre